

éditorial

Les révolutionnaires progressent... même aux élections !

Michel Rocard

Les élections municipales sont sans doute en France les plus difficiles à analyser : la nature réelle des coalitions nouvelles qui assument des responsabilités municipales sans avoir annoncé de couleur politique nette ne se dégagera qu'avec le temps. Mais le scrutin du 14 mars, 1^{er} tour de la consultation municipale, n'en fait pas moins apparaître quelques éléments qui méritent l'attention des militants révolutionnaires.

Le Président de la République a à demi réussi une partie de sa tentative, celle qui consistait à limiter la signification politique du scrutin, et raté l'autre : celle qui consistait à renforcer l'implantation locale de l'U.D.R.

Mais la dépolitisation se paye : le pourcentage important des abstentions est la marque d'une désaffection des Français vis-à-vis de leurs institutions, y compris celles qui les concernent de très près comme les communes. A jouer le jeu de la dépolitisation, M. Pompidou confirme aux Français que leurs suffrages ne peuvent en aucun cas changer grand chose d'essentiel. Ils s'en souviendront quand l'acuité de leurs problèmes quotidiens les amènera à souhaiter vraiment que quelque chose change !

En ce qui concerne les suffrages exprimés, les enseignements du scrutin sont également significatifs. En premier lieu, l'importante prime dont bénéficient les maires sortants montre une fois de plus à quel point notre système politique est contrôlé par une caste de notables. La centralisation politique, l'autoritarisme de bien des maires, l'effort persistant pour camoufler les choix politiques derrière une façade gestionnaire, tout cela complique beaucoup la découverte par les électeurs des choix politiques réels qui s'offrent à eux. Dans ces conditions, les conseils sortants, pour peu qu'ils ne soient pas trop malhabiles, peuvent trouver dans leur « connaissance des affaires » un argument de poids, d'un maniement d'autant plus sûr que le secret des dites affaires enlève aux listes d'opposition toute possibilité d'être réellement informées.

En second lieu, la majorité U.D.R. marque le pas ou régresse partout. Son apparente progression à Paris ne doit pas tromper : elle ne fait que récupérer une partie des voix de Tixier-Vignancour en 1965. Comme le disait Edgar Faure, l'ouverture ne se fait qu'à droite... Encore n'entraîne-t-elle aucun bénéfice : à Paris la somme des voix U.D.R. plus Ordre Nouveau de 1971 est inférieure à la somme des voix U.N.R. plus Tixier-Vignancour de 1965. Et partout ailleurs la tentative de la coalition gouvernementale d'étendre son contrôle sur le pays a pratiquement échoué. Les seules zones où l'U.D.R. enregistre des progrès sont celles, dans le Midi notamment, où une situation d'économie assistée et de sous-emploi crée des phénomènes de clientèle en faveur du pouvoir beaucoup plus qu'un ralliement politique à une force clairement définie.

Cette situation n'est pas sans conséquences. L'U.D.R. n'a pas pu placer beaucoup d'hommes en bonne position pour les prochaines législatives. Elle ne constitue pas une force d'attraction. Ses appréhensions devant les échéances économiques, sociales ou politiques prochaines ne peuvent que croître. L'incertitude au sein du parti au pouvoir peut le conduire à des erreurs et des divisions, comme elle peut l'amener à se durcir et à chercher son salut dans une répression accrue.

En troisième lieu, il faut noter le tassement du centre, qui n'existe que par ses notables en place, mais ne réussit pas à en promouvoir de nouveaux. C'est un facteur d'assainissement politique.

En quatrième lieu, ce qui se passe à gauche est révélateur. L'union de la gauche dans des alliances floues, aussi bien par leur contenu que par leurs partenaires, ne fait plus recette. Si l'on excepte les cas où joue la prime aux maires sortants, il y a stagnation ou régression partout, notamment à Paris.

Le Parti communiste lui-même, lorsqu'il s'est

retrouvé seul, enregistre une stagnation non négligeable, dans la banlieue parisienne par exemple.

Moins qu'un mouvement d'ensemble significatif, tout cela montre la désorientation d'un corps électoral qui en dehors du cas de maires sortants puissants, n'a guère trouvé d'orientation et de force politique susceptible d'exprimer sa volonté de changement.

Dans de telles conditions politiques, les résultats obtenus par le P.S.U. méritent attention. Notre campagne insistait sur la nécessité d'une plate-forme politique nette, c'est-à-dire, notamment, sur la liaison entre le travail municipal et le combat d'ensemble des travailleurs sur leurs lieux de production. Elle insistait aussi sur la nécessité d'alliances claires, entre forces d'orientation socialiste déclarée, ce qui excluait évidemment les radicaux ou les centristes. Elle prenait enfin, aussi souvent que possible, le relais des luttes de masse menées soit dans les entreprises, soit à propos du cadre de vie, sur les problèmes de transport ou d'aménagement urbain.

Les résultats conduisent à une première constatation : le nombre des listes d'union populaire présentées par le P.S.U. fut insuffisant. Notre présence, un peu plus légère que ne l'aurait permis l'état de nos forces, limite quelque peu le bénéfice politique du résultat.

En effet, la seconde constatation est qu'en moyenne les résultats obtenus par les listes d'union populaire sont honorables. Notre progression est très sensible dans les banlieues de nombreuses grandes villes, nous faisons mieux que nous maintenir à Paris et à Lyon, nous nous consolidons largement dans une vingtaine de villes de plus de 30 000 habitants. Il est probable aussi, encore qu'il y faille une analyse plus détaillée, que la clarté de notre plateforme a bénéficié aux alliances que nous avons passées avec d'autres partis de gauche dans un certain nombre de villes. Et ce n'est pas un mince succès que d'avoir, en région parisienne, mené cette bataille aux côtés de Lutte Ouvrière et fait comprendre aux électeurs que cette organisation révolutionnaire avait sa place dans la lutte des forces liées aux travailleurs.

C'est forts de ces premiers succès que nous aborderons, en pleine clarté, le scrutin de dimanche prochain. Notre tactique pour le second tour de ces élections sera le prolongement logique de nos choix pour le premier. Le P.S.U. se désiste pour les forces de gauche dont il ne fait aucun doute qu'elles sont aux côtés des

travailleurs dans leurs luttes. Il refuse en revanche de soutenir des forces qui se trouvent en position centriste sur l'échiquier politique, même si elles s'appellent socialistes ou radicales. De ce point de vue, nous ne serons pas aux côtés de ceux qui acclament Georges Marchais lorsque celui-ci annonce qu'un parti qui se veut représentatif des travailleurs a décidé de soutenir des hommes comme Augustin Laurent et Louis Bazerque. Le secrétaire général du Parti communiste les nomme et, sous les ovations, s'auto-félicite de son attitude unitaire.

C'est sans doute pour ne pas gâcher ce climat d'euphorie qu'il a omis de préciser qu'à Grenoble, il ne se désistait pas pour des socialistes authentiques mais se retirait purement et simplement, laissant notre liste affronter seule la réaction. Curieuse tactique qui s'apparente davantage au règlement de comptes qu'à une attitude politique claire. Pour nous, nous ne ferons pas d'accroc à l'unité nécessaire. Quelle que soit la taille des villes ou les situations locales, sur les bases qui sont celles de leurs luttes, nous construirons inlassablement le rassemblement des travailleurs. Il ne fait guère de doute que, petit à petit, les gens y verront clair et comprendront qu'en matière d'unité, il faut en parler un peu moins et la faire un peu plus.

Car il ne faut pas se leurrer. Nos premiers succès de ce dimanche électoral ne sont pas encore suffisants pour présenter aux travailleurs une alternative socialiste solide au régime actuel. Il reste que le mirage de l'action purement électorale égare encore de très nombreux travailleurs. Ce scrutin, qui est dans l'ensemble un scrutin d'immobilisme, les convaincra sans doute que le véritable combat contre le capitalisme se livre ailleurs, sur les lieux mêmes de la production. Cela reste en tous cas la tâche des militants révolutionnaires et du P.S.U. en particulier que de mener la lutte de classe de manière telle que la masse des travailleurs s'y sente engagée. Malgré sa progression le courant révolutionnaire est faible encore, mais la situation politique est celle d'un affaiblissement du régime. Nos chances sont donc grandes, elles dépendent de notre capacité à traduire, dans la vie locale notamment, les aspirations des travailleurs plutôt qu'à nous couper d'elles. Le sectarisme est la tare des stratégies politiques incertaines. Ce scrutin confirme suffisamment nos analyses pour que nous puissions nous en garder. L'enjeu de la lutte qui va reprendre dans le pays pour capitaliser ces résultats n'est autre que notre capacité de vaincre.